

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/30633]

2 MARS 2023. — Décret instituant un Conseil consultatif des personnes en situation de handicap en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Dans le cadre du présent décret, il faut entendre par:

- 1° «Personnes en situation de handicap»: les personnes visées à l'article 1^{er} de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées ;
- 2° «Conseil»: le Conseil consultatif des Personnes en situation de handicap visé à l'article 2 ;
- 3° «Gouvernement»: le Gouvernement de la Communauté française ;
- 4° «Administration»: le service désigné par le Gouvernement pour la mise en œuvre du présent décret ;
- 5° «Convention des Nations Unies»: la Convention des Nations-Unies relative aux droits des personnes handicapées du 13 décembre 2006.

CHAPITRE 2. — *Missions et compétences d'avis*

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé un Conseil consultatif des personnes en situation de handicap ayant pour objectif d'assurer une représentation des personnes en situation de handicap dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques qui les concernent et qui s'inscrivent dans les compétences de la Communauté française.

§ 2. Dans le cadre de l'exercice de ses missions, le Conseil veille au respect des principes inscrits dans la Convention des Nations Unies et notamment, à l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Art. 3. L'avis préalable du Conseil est requis sur les avant-projets de décrets et d'arrêtés du Gouvernement qui ont un impact direct ou indirect sur les questions relatives aux personnes en situation de handicap.

Lorsqu'il est sollicité dans le cadre du présent article, le Conseil a un délai de 40 jours pour rendre son avis. Au-delà dudit délai, il peut être passé outre l'avis du Conseil.

Dans les cas d'urgence dûment motivée, le Conseil rend son avis dans un délai de 5 jours ouvrables.

Art. 4. Le Conseil peut rendre d'initiative des avis au Gouvernement sur des thématiques relevant de ses missions.

Le Conseil peut réaliser des études, de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement.

Art. 5. Le Conseil remet chaque année civile, au plus tard le 31 mars un rapport au Gouvernement portant sur son activité de l'année précédente. Le rapport est transmis au Parlement dans le mois de son dépôt.

Ce rapport fait également état de la situation des personnes porteuses de handicap en Communauté française, dans le cadre de ses compétences, et de la mise en œuvre par cette dernière de la Convention des Nations Unies.

CHAPITRE 3. — *Composition et fonctionnement*

Art. 6. Le Conseil vise une composition équilibrée, étant entendu que:

- 1° Le Conseil est composé de manière représentative et pluraliste. A cet égard, il est tenu compte de:
 - la diversité dans le groupe des personnes en situation de handicap ;
 - l'intérêt de représenter des personnes en situation de handicap qui sont le plus confrontées à des formes de discriminations multiples, y compris intersectionnelles, dont notamment les discriminations fondées sur le handicap et l'âge, le sexe, la couleur de peau, l'identité de genre, l'orientation sexuelle,...
 - la diversité des matières traitées par la Communauté française, à savoir notamment l'enseignement, culture, aide à la jeunesse, petite enfance, sport, media.
- 2° les membres du Conseil souscrivent à l'objectif d'inclusion et de pleine participation des personnes en situation de handicap à la société, tel que repris dans la Convention des Nations Unies ;
- 3° au moins un quart des membres sont des personnes en situation de handicap ;
- 4° au moins un quart des membres sont des membres représentatifs d'associations de personnes en situation de handicap ou de leur famille, dont des représentants d'associations de parents d'enfants en situation de handicap ;
- 5° deux tiers des membres au maximum sont des personnes du même sexe.

Art. 7. § 1^{er}. Le Conseil est composé au maximum de 15 membres effectifs et d'autant de membres suppléants, à savoir:

- a. 8 personnes en situation de handicap ou représentants d'associations de personnes en situation de handicap ou de leur famille et ce dans les conditions visées à l'article 6, 3° et 4°;
- b. un(e) représentant(e) de la Direction générale de la Coordination et de l'Appui du Ministère de la FWB ;
- c. un(e) représentant(e) du Ministre de l'Égalité des Chances ;
- d. un(e) représentant(e) de chaque Ministre compétent(e) relativement aux points à l'ordre jour ;
- e. un(e) représentant (e) d'Unia ;
- f. un(e) représentant(e) du Délégué général aux droits de l'enfant pour les matières qui concernent les mineurs ;
- g. 2 personnes issues du monde académique dans les secteurs en lien avec les compétences de la Communauté française.

Le Conseil peut inviter les représentants d'organes consultatifs et/ou représentatifs de la Communauté française, des conseils consultatifs relevant des autres entités fédérées ou fédérale ainsi que tout autre expert qu'il jugera utile à participer aux réunions.

Seuls les membres du Conseil visés à l'alinéa premier du présent article disposent d'une voix délibérative.

§ 2. Les membres effectifs et suppléants du Conseil visés au paragraphe 1^{er} a. sont désignés par le Gouvernement après un appel public à candidatures publié au *Moniteur belge*.

Toute modification de la composition du Conseil fera l'objet d'une nouvelle décision du Gouvernement.

Leur mandat a une durée de cinq ans et est renouvelable une fois.

Art. 8. Le Conseil est dirigé par un (e) Président(e) et un (e) vice-Président (e).

Lors de sa première réunion, le Conseil nomme en son sein le Président et le vice-Président et se dote d'un Règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

Ce Règlement d'ordre intérieur contient notamment les règles de quorum, les règles relatives à la démission et au remplacement d'un membre, des dispositions relatives aux conflits d'intérêts, aux empêchements, aux notes de minorités.

Le Secrétariat du Conseil est assuré par l'Administration.

Le Conseil se réunit à chaque fois qu'il estime nécessaire au regard des demandes d'avis qui lui parviennent.

Le Conseil se réunit à la demande du Gouvernement ou d'un de ses Ministres, à l'initiative de son président ou à la requête écrite et motivée de quatre membres au moins.

Les réunions du Conseil peuvent se tenir par voie électronique.

Le Conseil met en place des aménagements raisonnables tels que décrits dans le décret du 12 décembre 2008 de la Communauté française relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination pour les membres en situation de handicap ou toute personne en situation de handicap invitée par le Conseil et leur fourni l'appui nécessaire.

Art. 9. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, pour chaque participation à une réunion du Conseil, les membres visés à l'article 7, § 1^{er}, a) et g), ainsi que les représentants des conseils consultatifs relevant des autres entités fédérées ou fédérale et les experts invités reçoivent les rétributions et les indemnités suivantes:

1° une rétribution de 40 euros par réunion, indexée annuellement en fonction du rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté modificatif ;

2° en cas de réunion présentielle, une indemnité couvrant les déplacements effectués en vue de la participation à une réunion ou à une visite de travail, consistant:

a. soit au prix d'un billet en deuxième classe, lorsque le déplacement est effectué en train ;

b. soit au prix d'un trajet de bus, tram ou métro, lorsque le déplacement est effectué en transport en commun ;

c. soit à l'indemnité kilométrique en vigueur au sein des services du Gouvernement, lorsque le déplacement est effectué au moyen du véhicule personnel du membre.

Art. 10. Les dépenses occasionnées pour le fonctionnement du Conseil sont mises à charge du budget des dépenses de la Communauté française.

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 mars 2023.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 492-1. – Amendement(s) en commission, n° 492-2 - Rapport de commission, n°492-3 – Texte adopté en commission, n° 492-4 – Amendement(s) en séance, n° 492-5 - Texte adopté en séance plénière, n° 492-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 1^{er} mars 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/30633]

2 MAART 2023. — Decreet tot oprichting van een Adviesraad voor personen met een handicap in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

- 1° "Personen met een handicap": de personen bedoeld in artikel 1 van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap;
- 2° "Raad": de Adviesraad voor personen met een handicap bedoeld in artikel 2 ;
- 3° "Regering": de Regering van de Franse Gemeenschap ;
- 4° "Administratie": de dienst die door de Regering is aangewezen voor de uitvoering van dit decreet;
- 5° "Verdrag van de Verenigde Naties": het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006.

HOOFDSTUK 2. — *Opdrachten en adviesbevoegdheden*

Art. 2. § 1. Er wordt een Adviesraad voor personen met een handicap opgericht die tot doel heeft ervoor te zorgen dat personen met een handicap vertegenwoordigd worden bij de uitwerking en uitvoering van beleidsmaatregelen die hen aanbelangen en die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen.

§ 2. Bij de uitoefening van zijn opdrachten ziet de Raad erop toe dat de in het Verdrag van de Verenigde Naties neergelegde beginselen in acht worden genomen, en inzonderheid dat personen met een handicap erbij worden geïncludeerd.

Art. 3. Het voorafgaand advies van de Raad is vereist over de voorontwerpen van decreten en besluiten van de Regering die een directe of indirecte weerslag hebben op aangelegenheden betreffende personen met een handicap.

Wanneer de Raad krachtens dit artikel om advies wordt verzocht, beschikt hij over 40 dagen om zijn advies te verlenen. Na deze termijn kan het advies van de Raad buiten beschouwing worden gelaten.

In naar behoren met redenen omklede spoedeisende gevallen brengt de Raad binnen 5 werkdagen advies uit.

Art. 4. De Raad kan de Regering op eigen initiatief adviezen verstrekken over thema's die onder zijn bevoegdheid vallen.

De Raad kan op eigen initiatief of op verzoek van de regering studies verwezenlijken.

Art. 5. De Raad dient elk kalenderjaar uiterlijk op 31 maart bij de Regering een verslag in over zijn werkzaamheden in het voorgaande jaar. Het verslag wordt binnen een maand na de indiening ervan aan het Parlement toegezonden.

Dat verslag beschrijft ook de situatie van personen met een handicap in de Franse Gemeenschap, in het kader van haar bevoegdheden, en haar uitvoering van het Verdrag van de Verenigde Naties.

HOOFDSTUK 3. — *Samenstelling en werking*

Art. 6. De Raad streeft naar een evenwichtige samenstelling, met dien verstande dat:

- 1° de Raad representatief en pluralistisch is samengesteld. Daarbij wordt rekening gehouden met:
 - diversiteit in de groep van personen met een handicap ;
 - het belang van de vertegenwoordiging van personen met een handicap die het meest geconfronteerd worden met meerdere vormen van discriminatie, waaronder intersectionele discriminatie, waaronder discriminatie op grond van handicap en leeftijd, geslacht, huidskleur, genderidentiteit, seksuele geaardheid, enz;
 - de diversiteit van de onderwerpen waarmee de Franse Gemeenschap zich bezighoudt, inzonderheid onderwijs, cultuur, hulpverlening aan de jeugd, jonge kinderen, sport, media.
- 2° de leden van de Raad de doelstelling van inclusie en volledige participatie van personen met een handicap in de samenleving onderschrijven, zoals vermeld in het Verdrag van de Verenigde Naties;
- 3° ten minste een kwart van de leden uit personen met een handicap bestaat;
- 4° ten minste een kwart van de leden uit vertegenwoordigers bestaat van verenigingen van gehandicapten of hun gezinnen, met inbegrip van vertegenwoordigers van verenigingen van ouders van gehandicapte kinderen;
- 5° niet meer dan twee derde van de leden van hetzelfde geslacht is.

Art. 7. § 1. De Raad is samengesteld uit ten hoogste 15 werkende leden en evenveel plaatsvervangende leden, namelijk:

- a. 8 personen met een handicap of vertegenwoordigers van verenigingen van personen met een handicap of hun familieleden onder de voorwaarden van artikel 6, 3° en 4°;
- b. een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Coördinatie en Ondersteuning van het Ministerie van de FWB;
- c. een vertegenwoordiger van de minister voor gelijke kansen;
- d. een vertegenwoordiger van elke minister die bevoegd is voor de agendapunten;
- e. een vertegenwoordiger van Unia;
- f. een vertegenwoordiger van de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind voor aangelegenheden die minderjarigen betreffen;
- g. 2 personen uit de academische wereld in sectoren die verband houden met de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap.

De Raad kan vertegenwoordigers van raadgevende en/of representatieve organen van de Franse Gemeenschap, adviesraden van andere deelstaten of federale entiteiten en elke andere deskundige die hij nuttig acht, uitnodigen om aan de vergaderingen deel te nemen.

Alleen de in lid 1 van dit artikel bedoelde leden van de Raad hebben stemrecht.

§ 2. De werkende en plaatsvervangende leden van de Raad bedoeld in paragraaf 1 a. worden benoemd door de Regering na een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte openbare oproep tot kandidaten.

Voor elke wijziging in de samenstelling van de Raad is een nieuwe beslissing van de Regering nodig.

Hun ambtstermijn bedraagt vijf jaar en kan eenmaal worden verlengd.

Art. 8. De Raad wordt voorgezeten door een voorzitter en een ondervoorzitter.

Tijdens zijn eerste zitting benoemt de Raad uit zijn midden de voorzitter en de ondervoorzitter en stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat hij ter goedkeuring aan de Regering voorlegt.

Dit huishoudelijk reglement bevat onder meer regels inzake het quorum, regels inzake het aftreden en de vervanging van een lid, bepalingen inzake belangenconflicten, verhinderingsen, minderheidsnota's.

Het Secretariaat van de Raad wordt verzorgd door de Administratie.

De Raad komt bijeen wanneer hij dat in het licht van adviesaanvragen nodig acht.

De Raad komt bijeen op verzoek van de Regering of van een van haar ministers, op initiatief van zijn voorzitter of op schriftelijk en met redenen omkleed verzoek van ten minste vier leden.

De Raadsvergaderingen kunnen langs elektronische weg plaatsvinden.

De Raad voorziet in redelijke aanpassingen zoals omschreven in het decreet van 12 december 2008 van de Franse Gemeenschap betreffende de strijd tegen bepaalde vormen van discriminatie voor leden met een handicap of voor elke persoon met een handicap die door de Raad wordt uitgenodigd, en verleent hun de nodige ondersteuning.

Art. 9. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten ontvangen de leden bedoeld in artikel 7, § 1, a) en g), alsmede de vertegenwoordigers van de adviesraden van de andere deelstaten of federale entiteiten en de uitgenodigde deskundigen voor elke deelname aan een vergadering van de Raad de volgende vergoedingen en toelagen:

1° een vergoeding van 40 euro per vergadering, jaarlijks geïndexeerd volgens de verhouding tussen de gezondheidsindex van januari van het lopende jaar en die van januari van het jaar waarin dit wijzigingsbesluit in werking treedt;

2° in geval van een face-to-face vergadering, een vergoeding van de reiskosten voor het bijwonen van een vergadering of een werkbezoek, bestaande uit:

- a. de prijs van een kaartje in tweede klas, wanneer de reis per trein wordt gemaakt;
- b. of de prijs van een reis per bus, tram of metro, wanneer de reis met het openbaar vervoer wordt gemaakt;
- c. of op de binnen de Regeringsdiensten geldende kilometervergoeding, wanneer de reizen met het persoonlijke voertuig van het lid worden gemaakt.

Art. 10. De uitgaven voor de werking van de Raad komen ten laste van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 11. Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 2 maart 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2022-2023*

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet, nr. 492-1. - Amendement(en) in de commissie, nr. 492-2 - Commissieverslag, nr. 492-3 - Tekst aangenomen in de commissie, nr. 492-4 - Amendement(en) in de vergadering, nr. 492-5 - Tekst aangenomen in de plenaire vergadering, nr. 492-6

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Zitting van 1 maart 2023.